

Office de la protection du consommateur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020



Renseignements généraux

Justice
Québec 

Avril 2019
Document préparé par
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <ul style="list-style-type: none"> • LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; • LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;</p> <p>J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.</p>	1
G.2	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2018-2019 :</p> <p>A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	2
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2018-2019, ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	3

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p>	4
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;</p> <p><u>ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	5
G.6	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉ EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LA NATURE DE LA FORMATION;</p> <p>D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;</p> <p>E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION.</p>	6
G.7	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2018-2019, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2018-2019, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	7

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.8	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2018-2019 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E) FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;</p> <p>F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p> <p>INDIQUER SI LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.</p>	11
G.9	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	12
G.10	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2018-2019, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	13
G.11	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019 :</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	14

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.12	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;</p> <p>M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.</p>	15
G.13	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2018-2019 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> A. AU QUÉBEC; B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC. 	16

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.14	<p>SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2018-2019, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES (IPAD OU AUTRES) UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>I. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;</p> <p>J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.</p>	17

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
<p>G.15</p>	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) ; – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS.</p>	<p>18</p>
<p>G.16</p>	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020 DE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	<p>25</p>

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.17	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2018-2019 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	26
G.18	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2018-2019, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A. LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	27
G.19	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2018-2019, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2018-2019;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR 2018-2019;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	28
G.20	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2018-2019, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	29
G.21	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p> <p>G. LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.</p>	30

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.22	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL;</p> <p>B. LE SALAIRE;</p> <p>C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E. LES PRÉVISIONS 2019-2020.</p>	31
G.23	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C. PRÉVISIONS 2019-2020.</p>	32
G.24	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.</p>	33
G.25	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, PAR MISSION.</p>	34
G.26	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	35
G.27	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2018-2019, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B. LE FOURNISSEUR;</p> <p>C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.</p>	36
G.28	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	37
G.29	<p>POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</p> <p>A. LE NOM DU SITE WEB;</p> <p>B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</p> <p>C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;</p> <p>D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;</p> <p>E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);</p> <p>F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);</p> <p>G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</p> <p>H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.</p>	38

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.30	NOMINATIONS, POUR 2018-2019, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE : A. LA LISTE; B. LE NOM DE LA PERSONNE; C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES; D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT; E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ; F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES; G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.	39
G.31	POUR 2018-2019, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.	40
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2018-2019 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI EN INDIQUANT, PAR DEMANDE, LE TEMPS DE RÉPONSE.	41
G.33	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2018-2019 : A. LE DÉTAIL DES MANDATS; B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES; E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; F. L'OBJET; G. LES DATES.	42
G.34	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	43
G.35	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2018-2019 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	44
G.36	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	45
G.37	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020.	46
G.38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2018-2019 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2019 POUR 2019-2020.	47
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2018-2019, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 ET 2020-2021, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	48

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.40	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	49
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	50
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	51
G.43	POUR 2018-2019, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	52
G.44	POUR 2018-2019, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.	53
G.45	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.	54
G.46	POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.	55
G.47	COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2019-2020. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2018-2019, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2019-2020, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	56
G.48	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	57
G.49	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	58
G.50	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	59
G.51	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	60
G.52	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	61
G.53	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	62
G.54	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.	63
G.55	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	64
G.56	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.	65

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.57	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</p> <p>B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</p> <p>C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</p> <p>D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;</p> <p>E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	66
G.58	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).</p>	67
G.59	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019 LE TAUX D'ABSENTÉISME, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).</p>	68
G.60	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2018-2019 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.</p>	69
G.61	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2018-2019 EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE SUJET;</p> <p>B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;</p> <p>C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;</p> <p>D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.</p> <p>PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.</p>	70
G.62	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;</p> <p>B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;</p> <p>C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.</p>	71
G.63	<p>LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.</p>	72
G.64	<p>POUR TOUTES LES ACTIONS FINANCÉES DANS LE CADRE DES ACTIONS DU PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 2013-2020, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :</p> <p>A. L'OBJECTIF DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT D'ÉMISSION DE GES EN 2017 ET EN 2018 – BASE ANNUELLE (EN Mt CO₂);</p> <p>B. LE POTENTIEL DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT D'ÉMISSION DE GES EN 2020 – BASE ANNUELLE (EN Mt CO₂);</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL D'ANALYSES ET DE PROJETS D'IMPLANTATION ACCEPTÉS PAR LE MINISTRE;</p> <p>D. LA RÉDUCTION ANNUELLE POTENTIELLE DES PROJETS ACCEPTÉS PAR LE MINISTRE (EN Kt DE CO₂);</p> <p>E. LES INVESTISSEMENTS TOTAUX DES PROJETS (EN MILLIERS \$);</p> <p>F. LES AIDES FINANCIÈRES TOTALES DU MINISTÈRE (EN MILLIERS \$);</p> <p>G. LE COÛT MOYEN DES PROJETS SUR LA DURÉE DE VIE (EN \$/TONNE);</p> <p>H. LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS PAR CES INVESTISSEMENTS.</p>	73

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
 - B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
 - C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
 - D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
 - E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
 - F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
 - G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
 - H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
 - I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
 - J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEUR COÛTS.
-

AUCUN.

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2018-2019 :

- A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
- B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- C. LES COÛTS VENTILÉS;
- D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

VOYAGE		Coût
VOYAGE À SEPT-ÎLES - VISITE EN RÉGION AVEC LA MINISTRE - 16 AU 18 JUILLET 2018 - GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR		1 156,26 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 17). [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/TITULAIRE/DEPLACEMENT18-19/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire/deplacement18-19/)

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2018-2019, ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION D'UNE PUBLICATION SUR LES DROITS ET RECOURS LORS D'UN DÉMÉNAGEMENT	300,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE LA CAPSULE VIDÉO DESTINÉE AUX JEUNES SUR L'ACHAT D'AUTO D'OCCASION	300,04 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE LA CAPSULE VIDÉO DESTINÉE AUX JEUNES SUR LES CARTES DE CRÉDIT	428,16 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE POUR LA 4 ^E ÉCOLE D'ÉTÉ DU GROUPE DE RECHERCHE EN DROIT INTERNATIONAL ET COMPARÉ DE LA CONSOMMATION (GREDICC)	7 950,00 \$
LES COPIES DE LA CAPITALE	GRÉ À GRÉ	IMPRESSIONS DU FEUILLET RENOUVELLEMENT PERMIS EN LIGNE	297,87 \$
CLÉMENT ALLARD, PHOTOGRAPHE	GRÉ À GRÉ	PRISE DE PHOTOS LORS DU PRIX DE L'OFFICE 2018	300,00 \$
IMPECCA	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION D'UNE AFFICHE POUR LE COLLOQUE DE L'ALLIANCE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE MONTRÉAL	95,60 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	ÉMISSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	8 003,10 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/PUBLICITE18-19/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/publicite18-19/)

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX ET DE LA MENTION DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR 2018 TENUE À QUÉBEC LE 19 AVRIL 2018 L'ÉVÉNEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR FOURNISSEURS : SALLE, CAPTATION ET TRAITEUR : ASSEMBLÉE NATIONALE, PHOTOGRAPHIE : CLÉMENT ALLARD, TROPHÉE : CENTRE DES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC	5 447,23 \$
COLLOQUE DE L'ALLIANCE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE MONTRÉAL TENU À MONTRÉAL LES 18 ET 19 FÉVRIER 2019	1 275,60 \$

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

DONNÉES PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

AUCUN.

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;
 - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - C. LA NATURE DE LA FORMATION;
 - D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;
 - E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION.
-

AUCUNE.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUSMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2018-2019, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUSMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUSMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUSMISSIONS.

PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2018-2019, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE COÛT;
- D. L'ÉCHÉANCIER;
- E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUSMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUSMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUSMISSIONS.

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
9247-9724 QUÉBEC INC. (GROUPE GAGNON)	EFFECTUER LA DESTRUCTION DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 175,00 \$
AD HOC RECHERCHE INC.	RÉALISER UN SONDAGE EN LIGNE PORTANT SUR LE CLIMAT ORGANISATIONNEL	GRÉ À GRÉ	9 570,00 \$
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE, LES	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	RÉALISER DIVERS TRAVAUX RELATIFS AUX LOGICIELS D'ANTIVIRUS DES POSTES CLIENTS ET SERVEUR	GRÉ À GRÉ	2 336,40 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	PUBLIER LES COORDONNÉES DES BUREAUX DANS LES PAGES BLEUES	GRÉ À GRÉ	3 702,40 \$
BLA BLA RÉDACTION S.E.N.C.	FOURNIR DES SERVICES DE RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ	1 081,00 \$
CENTRE DE MÉDIATION ST-HUBERT INC.	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 428,00 \$
CNW TELBEC	DIFFUSER DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	8 003,10 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COPICOM SOLUTION INC.	LOCATION IMPRIMANTE MULTIFONCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 618,78 \$
CÔTÉ, PAUL RAYMOND	EFFECTUER DES TRAVAUX DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 890,45 \$
CPU SERVICE	LOCATION IMPRIMANTE MULTIFONCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	7 040,75 \$
CYR, MIRIAM	EFFECTUER UNE RECHERCHE ET DE LA RÉDACTION	GRÉ À GRÉ	2 100,00 \$
DE CARDILLAC, FRANÇOISE (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 036,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FOURNIR DES SERVICES D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	2 888,00 \$
ÉDIFICE LES FAÇADES INC.	EFFECTUER DE MENUS TRAVAUX DE DÉMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN AU BUREAU DE QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	2 195,11 \$
GAGNON, MARIE (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 306,00 \$
GILBERT, CHRISTIAN (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 968,00 \$
GROUPE AUDAZ INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	4 429,00 \$
GROUPE TAQ	FOURNIR DES SERVICES DE PRÉPARATION D'ENVOI	GRÉ À GRÉ	8 525,28 \$
GROUPE TOUMORO INC.	RÉALISER DES TRAVAUX DE MIGRATION TYPO3	GRÉ À GRÉ	9 392,50 \$
GROUPE ETR	RÉALISER DIVERS TRAVAUX D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	1 278,78 \$
HALLÉ, ANNIE, AVOCATE (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 158,00 \$
I.C.I INFLUENCE COMMUNICATION	DIFFUSER DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	16 906,08 \$
IMPRESSIONS STAMPA INC., LES	RÉALISER DES TRAVAUX D'IMPRESSON DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS, FORMULAIRES ET PERMIS	GRÉ À GRÉ	3 881,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE (1994) INC	RÉALISER DES TRAVAUX D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	1 089,00 \$
JEAN F. LEGAULT ET ASSOCIÉS INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	3 312,29 \$
KABANE AGENCE DE MARQUES INC.	RÉALISER LE DESIGN DU PLAN STRATÉGIQUE ET FOURNIR DES SERVICES D'ANALYSE ET DE DÉFINITION D'INDICATEURS WEB	GRÉ À GRÉ	4 220,00 \$
KONICA MINOLTA	LOCATION D'IMPRIMANTES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 294,00 \$
LANEVILLE, YVES (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 446,00 \$
LANTIER, CLAUDE	FOURNIR DES SERVICES D'ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS	GRÉ À GRÉ	8 300,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MICHAUD, RÉJEAN (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 306,00 \$
MORIN, YANNICK (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 350,00 \$
MORNEAU SHEPELL LTD	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	4 644,00 \$
MORNEAU SHEPELL LTD	FOURNIR DES SERVICES CONSEILS EN ACTUARIAT	GRÉ À GRÉ	22 456,25 \$
N'KAA BIBI BATERA, CLARISSE (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 794,00 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 699,00 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	FOURNIR DES SERVICES D'HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	13 108,22 \$
PBTI INC.	FOURNIR DES SERVICES INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	2 143,75 \$
PIGE COMMUNICATIONS INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX D'ÉDITION	GRÉ À GRÉ	2 350,00 \$
POITRAS, RICHARD (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 472,00 \$
PRO COPIES	FOURNIR DES TRAVAUX D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	1 445,50 \$
PURULATOR INC.	FOURNIR DES SERVICES DE MESSAGERIE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	16 541,61 \$
RANDSTAD CANADA	FOURNIR DES SERVICES DE PLACEMENT TEMPORAIRE	GRÉ À GRÉ	15 839,24 \$
RÉSEAU DE VINCI	FOURNIR UNE EXPERTISE EN TRAVAUX DE DÉCONTAMINATION ET ISOLATION	GRÉ À GRÉ	3 012,00 \$
RICOH CANADA	CONSEILLER ET ASSISTER DANS LA CONFIGURATION, L'ARCHITECTURE, L'ENTRETIEN ET LE DÉVELOPPEMENT DU PRODUIT LASERFICHE	GRÉ À GRÉ	3 236,37 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DES LICENCES POUR LES TÉLÉPHONES CELLULAIRES	GRÉ À GRÉ	2 109,64 \$
SAUVÉ, ALAIN (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 132,00 \$
SCIENCE DBA INC.	FAIRE L'ANALYSE LORSQUE L'OFFICE DOIT PROCÉDER À DES MODIFICATIONS SUR LE SERVEUR DE BASES DE DONNÉES ET PROPOSER DES SOLUTIONS	GRÉ À GRÉ	3 672,50 \$
SIMART, GILLES (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 350,00 \$
SIRARD, RONALD (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 202,00 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	RÉSUMÉS DE JUGEMENTS SUR LES GARANTIES LÉGALES	GRÉ À GRÉ	16 855,95 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOFTCHOICE LP	DROIT D'UTILISATION DE SERVICE LOGICIEL (ADOBE VIP)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	5 458,78 \$
SONNENSCHN, SOLOMON (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	1 628,00 \$
SYNOVATEC	AGIR À TITRE DE CONSEILLER TECHNOLOGIQUE DANS LES DOMAINES DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	7 900,39 \$
TERRANOVA WORLDWIDE CORPORATION	DÉVELOPPER UN PROGRAMME COMPLET DE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	5 000,00 \$
VIGLOB INFORMATIQUE INC.	CAPTATION VIDÉO ET DIFFUSION INTERNET	GRÉ À GRÉ	1 700,00 \$

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2018-2019 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

INDIQUER SI LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

AUCUN.

G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
 - B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
 - C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
 - D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
 - E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.
-

AUCUN.

G.10 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2018-2019, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - C. LE COÛT;
 - D. L'ÉCHÉANCIER;
 - E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

AUCUN.

G.11 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019 :

- A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
- B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
- C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
- D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
- E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
- F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
- G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
- H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDICHER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDICHER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE DE L'INTRANET	REFONTE COMPLÈTE DE L'INTRANET DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR AFIN DE L'ACTUALISER ET DE S'ASSURER QU'IL RÉPONDE AUX BESOINS DU PERSONNEL AINSI QU'ÀUX EXIGENCES TECHNOLOGIQUES ACTUELLES, DE MÊME QUE POUR FACILITER LA GESTION QUOTIDIENNE PAR L'ÉQUIPE WEB ET LES AUTRES CONTRIBUTEURS.	141 000 \$	29 100 \$	NON	25,0 %	AUCUNE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJET.SRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/](https://www.tableaubordprojet.sri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/), À L'EXCEPTION DES RÉPONSES AUX SOUS-QUESTIONS C), E), G), H), J) ET K) QUI SEMBLENT NON PERTINENTES À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2018-2019 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

PHOTOCOPIE	0,00 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLEMENT	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	22 804,27 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	1 031,12 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$
TOTAL	23 835,39 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2018-2019, VENITLÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES) UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- E. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;
- F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- I. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;
- J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
- K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	0,00 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	3,10 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	695,17 \$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	49,68 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 25**).

OPC : [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/TELECOMMUNICATION18-19/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/telecommunication18-19/)

G.15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE **35 ANS ET PLUS**;
 - B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE **35 ANS ET MOINS**;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
 - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
 - F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
 - I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
 - J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
 - L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
 - M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CING PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
 - O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
 - P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
 - Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
 - R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
 - S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS.
-

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	11	0	11	4	4,3%	7	18,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	11	0	11	4	4,3%	7	18,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	8	2	10	6	6,5%	4	10,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	31	0	31	21	22,6%	10	26,3%	0	0,0%	1	33,3%	0	0,0%	0	0,0%
Total	39	2	41	27	29,0%	14	36,8%	0	0,0%	1	33,3%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	15	8	23	18	19,4%	5	13,2%	2	18,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	48	8	56	44	47,3%	12	31,6%	9	81,8%	2	66,7%	0	0,0%	0	0,0%
Total	63	16	79	62	66,7%	17	44,7%	11	100,0%	2	66,7%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total par GROUPE D'ÂGE :															
Moins de 35 ans	23	10	33	24	25,8%	9	23,7%	2	18,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	90	8	98	69	74,2%	29	76,3%	9	81,8%	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	113	18	131	93	100,0%	38	100,0%	11	100,0%	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%

SOURCE : SAGIR

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2018-2019
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	42,3
PERSONNEL PROFESSIONNEL	737,9
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	890,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	1 670,2

SOURCE : SAGIR

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	246,1	385,1	631,2	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 155,6	285,3	1 440,9	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	1 401,7	670,4	2 072,1	N/D

SOURCE : SAGIP

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	4,0	2,0	7,0	52,0	78,0	0,0	0,0	0,0	15,0	16,0	0,0	0,0	174,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	6,5	30,8	55,0	106,0	332,5	26,0	23,0	3,0	45,0	29,8	25,3	12,5	695,3
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	66,4	73,1	103,2	255,7	399,3	95,8	49,0	22,0	101,0	123,2	59,3	33,5	1 381,3
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	76,9	105,9	165,2	413,7	809,8	121,8	72,0	25,0	161,0	168,9	84,5	46,0	2 250,6

SOURCE : SAGIR

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	1	0	0	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	2	0	0	2
CAPITALE-NATIONALE	7	22	20	1	0	50
MAURICIE	1	3	4	1	0	9
ESTRIE	0	1	2	0	0	3
MONTRÉAL	3	13	21	0	0	37
OUTAOUAIS	0	0	2	0	0	2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	1	0	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	1	0	0	1
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	6	0	0	6
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	11	39	61	22	0	113

SOURCE : SAGIR

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2018-2019
EXPERT	4
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2018-2019
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	1

SOURCE : SAGIR

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	2	0	0	2
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	3	0	0	3
CAPITALE-NATIONALE	7	23	27	4	0	61
MAURICIE	1	3	5	1	0	10
ESTRIE	0	1	2	0	0	3
MONTRÉAL	3	14	22	0	0	39
OUTAOUAIS	0	0	3	0	0	3
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	1	0	0	1
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELINE	0	0	1	0	0	1
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	7	0	0	7
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	11	41	74	5	0	131

SOURCE : SUIVI INTERNE

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2018-2019 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTE VACANTS

	2018-2019
NOMBRE DE POSTES VACANTS	2

SOURCE : SUIVI INTER

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020 :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
 - B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
 - C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
 - D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
-

A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

4 REMPLACEMENTS

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

5 RETRAITÉS

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2018-2019 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2018	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
100, RUE LAVOLETTE, RC 11, TROIS-RIVIÈRES	38 807,04 \$	255,36		-	SQI
337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI	7 344,96 \$	44,12		-	SQI
5199, RUE SHERBROOKE EST, AILE A, BUREAU 3671, MONTRÉAL	325 526,40 \$	1 318,09	38 643,36 \$	2017-07-01 AU 2027-06-30	CAPREIT 2 LIMITED PARTNERSHIP
456, AVENUE ARNAUD, BUREAU 1.05, SEPT-ÎLES	9 171,60 \$	46,85		1992-02-01 AU 2017-12-31	GESTION IMMOBILIÈRE DE LA RIVE
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, BUREAU 8.300, GATINEAU	33 829,80 \$	131,96		-	SQI
400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUREAU 450, QUÉBEC	303 174,12 \$	1 448,12	5 412,48 \$	2007-02-01 AU 2022-01-31	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
200, RUE BELVÉDÈRE NORD, BUREAU 3.02, SHERBROOKE	32 655,36 \$	134,17		1989-07-15 AU 2019-07-14	2423-5632 QUÉBEC INC.
3950, BOUL. HARVEY, BUREAU 2.12, SAGUENAY	35 589,12 \$	189,83		-	SQI
96, MONTÉE SANDY BEACH, BUREAU 1.02, GASPÉ	14 498,52 \$	56,56		-	SQI
255, RUE PRINCIPALE, RC 03, ROUYN-NORANDA	10 072,68 \$	51,61		1998-11-01 AU 2018-10-31	DÉVELOPPEMENT TETRA INC.
500, BOUL. DES LAURENTIDES, BUREAU 1648 A, SAINT-JÉRÔME	20 582,88 \$	132,80	2 697,51 \$	1999-03-26 AU 2016-12-15	INVESTISSEMENTS GALERIES DES LAURENTIDES LTÉE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS **(ART. 4 PARAGRAPHE 27)**. [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/BAILL18-19/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/baill18-19/)

G.18 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2018-2019, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A. LES DATES DES TRAVAUX;
 - B. LES COÛTS;
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.
-

AUCUN.

G.19 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2018-2019, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
- B. LE TITRE DE LA FONCTION;
- C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
- G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2018-2019;
- J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR 2018-2019;
- L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : *DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.*

AUCUN.

G.20 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSEES EN 2018-2019, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 26**).

OPC : [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/TITULAIRE/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire/)

G.21 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
 - G. LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.
-

AUCUN.

G.22 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A. LE POSTE INITIAL;
 - B. LE SALAIRE;
 - C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - E. LES PRÉVISIONS 2019-2020.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
- B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
- C. PRÉVISIONS 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.24 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 Q.

G.25 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, PAR MISSION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 J.

G.26 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
-

AUCUN.

G.27 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2018-2019, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
DEVOIR, LE	531,86 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
ÉDITIONS JURIDIQUES ED INC., LES	375,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS, LES	1 814,58 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR, LES	1 959,85 \$	MISE À JOUR (CODE CIVIL DU QUÉBEC, C. PROC. CIVILE, CODE CRIMINEL)
ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	2 202,20 \$	MISE À JOUR (MANUEL DE PREUVE PÉNALE, ACCÈS À L'INFORMATION, LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATION INC.	16 906,08 \$	MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
JOURNAL SOLEIL, LE	324,59 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
LEXISNEXIS CANADA INC.	190,15 \$	MISE À JOUR (JURISCLASSEUR QUÉBEC)
PUBLICATIONS MASS-MEDIA INC.	2 000,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE (COURRIER PARLEMENTAIRE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	1 967,65 \$	INTERNET (JURIS. DOC, EXP ÉLECT CIVIL & EXP CIVIL PALIER)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	775,00 \$	INTERNET (GUIDE PRATIQUE AAPI, 4 ACCÈS)
TRIBUNE, LA	248,04 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
WOLTERS KLUWER	789,00 \$	MISE À JOUR (ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)

G.28 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

AUCUNE.

G.29 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENT PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.opc.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE PLUS RÉCENT SITE WEB A ÉTÉ MIS EN LIGNE EN 2013 PAR L'AGENCE QC MÉDIA
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	280 995 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT PAR LE CSPQ : 750 \$ HÉBERGEMENT DES PRESTATIONS ÉLECTRONIQUES DE SERVICES SÉCURISÉES : 13 145 \$ ENTRETIEN ET MISE À JOUR PAR L'ENTREPRISE TOUMORO : 9 393 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2018-2019

G.30 NOMINATIONS, POUR 2018-2019, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A. LA LISTE;
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.31 POUR 2018-2019, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

AUCUN.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2018-2019 :

- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI EN INDIQUANT, PAR DEMANDE, LE TEMPS DE RÉPONSE.
-

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2018-2019** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.33 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2018-2019 :

- A. LE DÉTAIL DES MANDATS;
 - B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - F. L'OBJET;
 - G. LES DATES.
-

AUCUN.

G.34 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.35 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2018-2019 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.36 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.37 L'INVENTAIRE COMPLETS DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2018-2019** DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2018-2019 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2019 POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2018-2019, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 ET 2020-2021, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

AUCUN.

G.40 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT DES BONIS	
TOTAL	12 587,56 \$

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANT VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	
TOTAL	0,00 \$

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.43 POUR 2018-2019, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

AUCUN.

G.44 POUR 2018-2019, LE NOMBRE DE CADRE, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS?
POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
- B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.45 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF DES AGENTS DE VOYAGES	CONSEILLER LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES SUR TOUTE MATIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES ET LUI DONNER SON AVIS SUR TOUTE QUESTION QUE LA MINISTRE LUI SOUMET RELATIVEMENT AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES.	<p>M. ANDRÉ ALLARD MME SYLVIE DE BELLEFEUILLE M. BERNARD BUSSIÈRES MME MARIE-CLAUDE CHAMPOUX (DEPUIS FÉVRIER 2019) M. JEAN COLLETTE M. MARC CROTEAU MME GINETTE GALARNEAU (AVR. 18 – FEV 19) MME LAURENCE MARGET MME MANON MARTEL M. CLAUDE ST-PIERRE</p>	0,00 \$
CONSEIL CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS	PERMETTRE À L'OFFICE DE CONSULTER SES PARTENAIRES SUR DES QUESTIONS LIÉES À L'EXERCICE DES MANDATS DE L'OFFICE ET FAVORISER L'ÉCHANGE ET LA DISCUSSION SUR DES SUJETS LIÉS À LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS.	<p>M. ANDRÉ ALLARD MME NATHALIE CHAMPAGNE MME MARIE-CLAUDE CHAMPOUX (DEPUIS FÉVRIER 2019) M. DENIS FALARDEAU M. GARY FROST MME GINETTE GALARNEAU (AVR 18 – FEV 19) MME YANNICK LABELLE M. PIERRE-CLAUDE LAFOND MME KARINE ROBILLARD MME SONIA ST-PIERRE MME MARJORIE THÉBERGE MME MARIE-ÉDITH TRUDEL M. SAÏD ZOUITEN</p>	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL	PERMETTRE À L'OFFICE DE MIEUX CONNAÎTRE LES PRÉOCCUPATIONS ET LES POSITIONS DES COMMERÇANTS SUR LES SUJETS LIÉS À LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ; FAVORISER L'ÉCHANGE ET LA DISCUSSION ENTRE L'OFFICE, LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS ET LES ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS ; FAVORISER LA COLLABORATION ET LA RECHERCHE DE SOLUTIONS AUX PROBLÉMATIQUES DE CONSOMMATION ET D'APPLICATION DES LOIS SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR.	<p>M. ANDRÉ ALLARD M. JEAN-FRANÇOIS BELLEAU (DEPUIS NOVEMBRE 2018) M. JEAN-LUC BENOÎT (AVR – NOV 18) M. FRÉDÉRIC BOUDREAU (DEPUIS JUILLET 2018) MME MARIE-CLAUDE CHAMPOUX (DEPUIS FÉVRIER 2019) M. GARY FROST MME GINETTE GALARNEAU (AVR 18 – FEV 19) MME YANNICK LABELLE M. BRUNO LEBLANC MME FRANÇOISE PÂQUET MME CAROLINE SOULARD (AVR – JUILLET 18) MME ÉLISE THÉRIAULT</p>	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE.

G.46 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDICER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.47 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2019-2020. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2018-2019, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2019-2020, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.48 INDiquer LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2018-2019 SEULEMENT.

G.50 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2018-2019 SEULEMENT.

G.51 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS (SECRETARIAT À LA STRATÉGIE MARITIME), ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (SECRETARIAT À LA STRATÉGIE MARITIME), ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES (FONDS VERT).

G.54 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (FONDS DES RESSOURCES NATURELLES), ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.55 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.56 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.

AUCUNE.

G.57 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2018-2019, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR L'OPC POUR L'ANNÉE 2018-2019 S'ÉLÈVERA À 1 344,3 K\$.

B : LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)

D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

G.58 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.59 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2018-2019 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2018-2019 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2018-2019** DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2018-2019 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE SUJET;
- B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
- C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
- D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.62 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (A.A.P.I.)	1	6-79	220,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	15	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	26 350,56 \$
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMMES	1	6-79	250,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	6-79	559,63 \$

G.63 LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.64 POUR TOUTE LES ACTIONS FINANÇÉES DANS LE CADRE DES ACTIONS DU PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 2013-2020, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :

- A) L'OBJECTIF DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT D'ÉMISSIONS DE GES EN 2017 ET EN 2018 – BASE ANNUELLE (EN MT CO²);
 - B) LE POTENTIEL DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT D'ÉMISSIONS DE GES EN 2020 - BASE ANNUELLE (EN MT CO²);
 - C) LE NOMBRE TOTAL D'ANALYSES ET DE PROJETS D'IMPLANTATION ACCEPTÉS PAR LE MINISTRE;
 - D) LA RÉDUCTION ANNUELLE POTENTIELLE DES PROJETS ACCEPTÉS PAR LE MINISTRE (EN KT DE CO²);
 - E) LES INVESTISSEMENTS TOTAUX DES PROJETS (EN MILLIERS \$);
 - F) LES AIDES FINANCIÈRES TOTALES DU MINISTÈRE (EN MILLIERS \$);
 - G) LE COÛT MOYEN DES PROJETS SUR LA DURÉE DE VIE (EN \$/TONNE);
 - H) LE NOMBRE D'EMPLOI CRÉÉS OU MAINTENUS PAR CES INVESTISSEMENTS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.